

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 28 juillet 2025

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE À RETENIR

44% du PIB

C'est le seuil sous lequel est passé la dette publique du Ghana fin juin 2025, contre 62% en janvier

Nous vous invitons à consulter notre [Bulletin économique d'Afrique de l'Ouest du deuxième trimestre 2025](#), publié par le SER d'Abuja en collaboration avec le SER d'Abidjan !

Nous souhaitons vous informer que la publication des Brèves économiques du Nigeria et du Ghana sera en pause pour les deux prochaines semaines. La prochaine publication est donc prévue pour le 25 août (semaine du 18 août).

Nous vous souhaitons un très bel été !

Nigeria :

La stabilisation du naira et la consolidation des réserves de change de la Banque centrale, signes d'une amélioration de la liquidité et de la confiance accrue des investisseurs ; Le Président Tinubu approuve un programme pour régler les arriérés de dette auprès des sociétés de production d'électricité.

Ghana :

La France, premier soutien bilatéral au redressement économique du Ghana, signe un accord d'allègement de dette de 87,7 M EUR ; Au premier semestre 2025, les seules recettes issues de l'or surpassent le total des importations du Ghana ; La Banque centrale abaisse son taux directeur à 25%, signe fort d'une reprise macroéconomique confirmée.

Nigeria

La stabilisation du naira et la consolidation des réserves de change de la Banque centrale, signes d'une amélioration de la liquidité et de la confiance accrue des investisseurs

Pour mémoire, avec la réforme de flexibilisation du taux de change de l'administration Tinubu, le naira a adopté un régime flottant. [Le naira s'est alors fortement déprécié, passant de 1 USD = 460 NGN en mai 2023 à un pic à 1 USD = 1690 NGN fin novembre 2024 sur le marché officiel, soit une dépréciation de près de 73% en un an et demi.](#)

Depuis, le naira s'est relativement stabilisé autour de 1 USD = 1530 NGN en juin et juillet, et s'est même apprécié de 4,4% depuis début mai. La monnaie nationale fluctuait en moyenne autour de 1 USD = 1595 NGN en avril et mai 2025. La volatilité sur 30 jours du naira s'est en parallèle considérablement réduite, de 23% en décembre à 4,6% selon [Bloomberg](#).

La libéralisation du marché des changes a permis une convergence des taux de change officiel et parallèle. Le premium de taux s'est réduit progressivement au cours des derniers mois, signe d'une amélioration de la liquidité et d'une confiance accrue des investisseurs.

La stabilisation du naira est également le résultat des efforts de la CBN pour soulager les pressions à la baisse et maintenir un marché liquide. La consolidation du système électronique de cotation début 2025 a notamment permis la centralisation et l'amélioration de la transparence du marché des changes domestique afin de permettre une formation du prix plus efficace et combattre la volatilité des taux

et la spéculation. Ces améliorations ont pu réorienter les flux de capitaux entrants vers les canaux officiels.

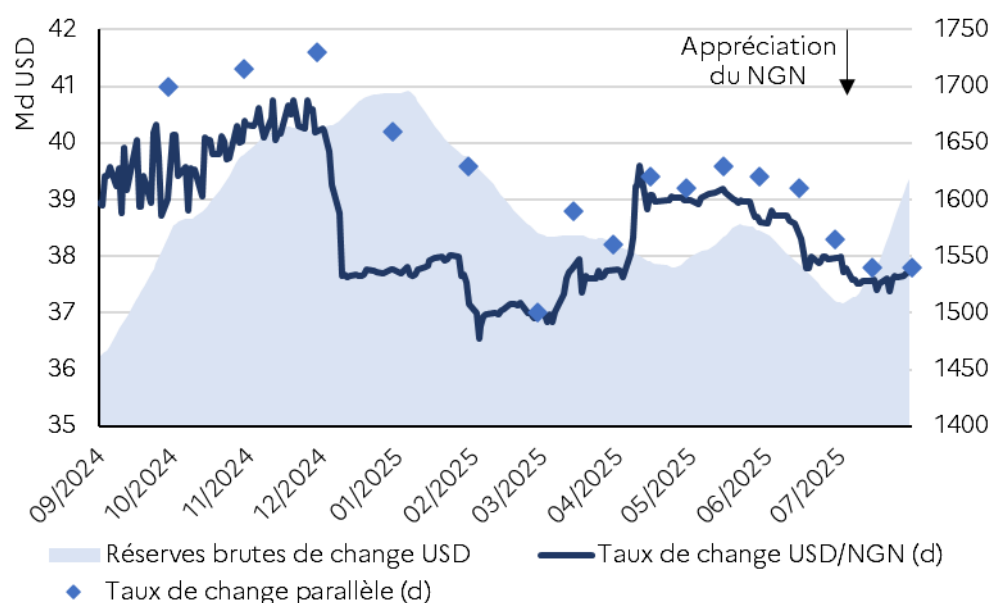
Signe de l'amélioration de la liquidité en devises, les banques nigérianes UBA, FirstBank, GTBank et Wema Bank ont rétabli en juillet la possibilité pour leurs clients d'effectuer des paiements en devises en utilisant leurs cartes bancaires en naira. Cette restriction était en vigueur depuis plus de trois ans.

[En parallèle, les réserves de change de la Banque centrale du Nigeria \(CBN\) se sont significativement accrues](#), de moins de 6 mois d'importations en décembre 2023 à près de 9 mois fin juillet 2025. Les réserves brutes sont passées de 32,1 Md USD en avril 2024, leur niveau le plus faible en 10 ans, à un pic de 40,9 Md USD début 2025. Après une baisse au cours des deux premiers trimestres, les réserves s'établissent fin juillet à 39,4 Md USD, soit leur niveau le plus élevé depuis début février. Les réserves nettes se sont améliorées en parallèle, à 23 Md USD fin 2024 après 4 Md USD fin 2023.

Ces récents progrès peuvent s'expliquer par une amélioration notable des équilibres extérieurs du Nigeria et la formalisation des entrées de devises, sous l'effet de l'action et des réformes menées par la CBN. La CBN a notamment réglé ses arriérés de change qui représentaient 7 Md USD. Le cours du naira est soutenu par les transferts provenant de la diaspora (24 Md USD), l'excédent commercial sur la balance des biens en 2024 (13 Md USD) ou encore la pleine mise en service de la raffinerie Dangote en septembre permettant de diminuer les importations de carburant.

La confiance accrue des investisseurs a entretenu l'attractivité du naira et la liquidité de devises. [Le marché obligataire domestique nigérian ont enregistré un rendement de 8,6% en juillet, plaçant le Nigeria en tête des 23 pays émergents inclus dans l'indice Bloomberg EM des obligations souveraines domestiques.](#)

Évolution du niveau des réserves de change brutes de la CBN et taux de change USD/NGN depuis septembre 2024



Source : Central Bank of Nigeria, Ngnrates.com

Clef de lecture: Les réserves de change brutes de la CBN représentent 39,4 Md USD fin juillet (aire bleue). Le taux de change USD/NGN à 1534 NGN pour 1 USD le 31 juillet 2025 (courbe bleue),

alors que le dollar s'échangeait à 1540 NGN en moyenne sur le marché parallèle (points bleus).

Le Président Tinubu approuve un programme pour régler les arriérés de dette auprès des sociétés de production d'électricité

[Le Président Tinubu a donné son accord pour un programme d'émission obligataire de 4 000 Md NGN \(2,3 Md USD\), afin de régler les arriérés de dettes accumulés auprès du secteur de l'électricité.](#)

Les sociétés de production d'électricité (GenCos) réclament au gouvernement fédéral des dettes accumulées entre 2015 et 2023. Ce programme permettrait de remédier au manque de liquidités du secteur de l'électricité.

Bien que la puissance totale installée au Nigéria de près de 14 000 MW représente plus de la moitié de celle de l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, le Nigeria ne produit qu'en moyenne 4 000 MW d'électricité. Du fait notamment d'une capacité électrique effective disponible sur le réseau comprise entre 4 000 MW et 6 000 MW. Cette capacité est largement inférieure à la demande, estimée à 30 000 MW et qui devrait atteindre 45 000 MW en 2030.

En 2005 la loi sur la réforme du secteur de l'électricité (EPSRA) a mis fin au monopole de la National Electric Power Authority (NEPA), qui assurait à elle seule la production, le transport et la distribution de l'électricité dans le pays. La loi a ainsi créé la holding publique PHCN, anciennement NEPA, et l'a scindée en 18 compagnies publiques de production, de distribution et de transport de l'électricité. Les sociétés de production et de distribution ont été privatisées en 2013.

La loi EPSRA a été abrogée et remplacée par la loi sur l'électricité de 2023, qui a décentralisé et dé-monopolisé le secteur en habilitant les États fédérés à élaborer des législations et à créer des agences de régulation afin de créer des marchés locaux pour la production, le transport et la distribution d'électricité. Toutefois, ces réformes n'ont pas permis de remédier aux problèmes de sous-investissement dans le réseau et d'endettement de l'Etat auprès des sociétés de production.

En parallèle, la représentation nationale incite les sociétés de distribution à investir pour remédier aux lacunes du réseau électrique. [Un projet de loi de 2025, visant la modification de la loi sur l'électricité de 2023, est actuellement examiné par l'Assemblée nationale.](#) Alors que le secteur est marqué par de mauvais résultats ces dernières années. Si cette loi est adoptée, elle permettra à la Commission nigériane de régulation de l'électricité à contraindre les principaux investisseurs des 11 entreprises de distribution à injecter de nouveaux capitaux d'ici les 12 prochains mois, sous peine de sanctions réglementaires, notamment la dilution des actions, la mise sous tutelle ou la reprivatisation pure et simple.

La France, premier soutien bilatéral au redressement économique du Ghana, signe un accord d'allègement de dette de 87,7 M EUR

[Le 25 juillet 2025, la France est devenue le premier créancier bilatéral à conclure un accord formel d'allègement de dette avec le Ghana, dans le cadre du Comité officiel des créanciers \(OCC\) du cadre commun du G20.](#)

Cet accord historique, signé à Accra en présence du co-président du Club de Paris, William Roos, du ministre ghanéen des Finances, Dr Cassiel Ato Forson, et de l'ambassadeur de France au Ghana, Jules-Armand Aniambossou, porte sur une réduction de 87,7 M EUR (57,5 Md GHS) de créances françaises. Il donne un effet juridique au memorandum d'accord conclu en juin 2024 avec l'OCC, co-présidé par la France et la Chine.

L'accord prévoit un rééchelonnement des échéances ainsi qu'une réduction significative des taux d'intérêt dus à la France. Surtout, il suspend intégralement le service de la dette bilatérale pendant toute la durée du programme appuyé par le Fonds monétaire international, offrant ainsi au Ghana un espace budgétaire précieux pour relancer l'investissement public dans des secteurs clés tels que la santé, l'éducation, l'agriculture et les infrastructures.

La signature de cet accord illustre le soutien constant, politique comme technique, apporté par la France au Ghana tout au long des négociations. Le ministre Forson l'a qualifié d'étape « décisive » de la stratégie de désendettement du pays, saluant la France comme un « partenaire fiable » et appelant les autres créanciers bilatéraux à suivre cet exemple. En effet, l'accord conclu avec la France devrait renforcer la crédibilité du processus en cours, faciliter l'obtention d'accords avec d'autres créanciers et contribuer à débloquer les prochains décaissements du programme de 3 Md USD soutenu par le FMI.

Le secrétaire général du Club de Paris, William Roos, a souligné à cette occasion l'importance de « bâtir une confiance solide entre la France, la Chine, le G20 et les membres du Club de Paris », appelant à une coordination renforcée entre les créanciers publics. Cet engagement s'inscrit dans une relation bilatérale de long terme entre la France et le Ghana, et contribue à consolider un environnement économique ghanéen plus stable, prévisible et attractif pour les investisseurs.

Au premier semestre 2025, les seules recettes issues de l'or surpassent le total des importations du Ghana

[Le Ghana a franchi un seuil historique dans sa trajectoire économique : au premier semestre 2025, ses exportations d'or ont généré 8,3 Md USD, dépassant pour la première fois le montant total des importations \(8,2 Md USD\). Selon la Banque du Ghana, il s'agit du meilleur semestre jamais enregistré pour le secteur aurifère depuis 2016.](#)

Cette performance remarquable repose sur la conjonction de prix mondiaux exceptionnellement élevés (3 400 USD l'once en juillet) et d'une hausse continue de la production domestique (+19% en 2024). L'or représente désormais 64% des recettes d'exportation, loin devant le cacao (16%) et le pétrole (10%). Parallèlement, l'effort de formalisation du segment artisanal, appuyé par la Ghana Gold Board, a permis d'intégrer une part croissante de la production aux circuits officiels : 5 Md USD d'or ont été achetés aux petits exploitants durant le semestre, renforçant la traçabilité et les réserves de devises. Cette dynamique bénéficie également des réformes institutionnelles récentes, notamment la numérisation des licences, le suivi renforcé des exportations et le contrôle accru aux frontières.

Les retombées macroéconomiques sont significatives. Fin juin, les réserves de change s'élevaient à 11,1 Md USD, le solde commercial affichait un excédent de 5,6 Md USD (soit 6,4% du PIB) et la monnaie nationale s'est stabilisée. En parallèle, les recettes fiscales (redevances minières, impôts, taxes à l'exportation) se sont accrues, apportant au gouvernement un levier budgétaire précieux dans la mise en œuvre de son programme d'ajustement avec le FMI.

La trajectoire actuelle pourrait porter les exportations aurifères au-delà de 16 Md USD d'ici la fin de l'année, confortant la position du Ghana comme premier producteur d'or du continent. Ce nouvel élan ouvre des perspectives de diversification industrielle et d'investissement durable. En développant des capacités de raffinage local, en structurant une filière de transformation et en assurant la transition environnementale du secteur, le pays dispose d'une opportunité rare pour valoriser ses ressources, créer de l'emploi qualifié et renforcer sa souveraineté économique.

La Banque centrale abaisse son taux directeur à 25%, signe fort d'une reprise macroéconomique confirmée

[Le 30 juillet 2025, la Banque du Ghana a annoncé une baisse de 300 points de base de son taux directeur, désormais fixé à 25%, contre 28% précédemment. Il s'agit du plus fort assouplissement depuis l'introduction du ciblage de l'inflation en 2007. Cette décision, approuvée à l'unanimité par le Comité de politique monétaire \(MPC\), reflète la confiance retrouvée dans les fondamentaux macroéconomiques du pays.](#)

Le gouverneur, Dr Johnson Pandit Asiamah, a souligné la décélération rapide de l'inflation, tombée à 13,7% en juin contre 54% fin 2022, ainsi qu'un redressement marqué du solde extérieur, porté par les performances du secteur minier. Le compte courant affiche un excédent record de 3,4 Md USD à mi-année, tandis que les réserves de change s'élèvent à 11,1 Md USD. Dans ce contexte, le cedi a poursuivi sa remontée, avec une appréciation de 40,7% face au dollar depuis janvier.

La reprise de l'activité se confirme également : le PIB a progressé de 5,3% au premier trimestre (6,8% hors pétrole), soutenu par les secteurs agricole et tertiaire. La confiance des ménages et des entreprises est en nette amélioration, traduisant un retour de l'optimisme économique. Le gouvernement, engagé dans un effort de consolidation budgétaire sous appui du FMI, a maintenu un déficit

public modéré (0,7% du PIB), financé sans recours excessif aux marchés.

En desserrant sa politique monétaire, la Banque du Ghana cherche à soutenir le crédit, l'investissement productif et la croissance, tout en gardant un cap prudent. Le MPC a toutefois rappelé que la trajectoire future du taux dépendra du maintien des tendances désinflationnistes et des risques extérieurs, notamment les tensions commerciales ou les ajustements tarifaires internes.

Ce choix de calibrage fin intervient dans un environnement monétaire encore contraint dans plusieurs économies émergentes. Il reflète la capacité du Ghana à se repositionner sur une trajectoire de croissance maîtrisée, dans un cadre macroéconomique plus stable. Cette inflexion crée des conditions plus favorables pour les opérateurs économiques et investisseurs étrangers, en particulier européens, dans un pays engagé dans une transition économique ambitieuse.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

tom.giudice@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtresor.gouv.fr